

On peut empêcher la privatisation de la Poste

21-10-2009

Dernière mise à jour : 21-10-2009

Contre la privatisation de la Poste : organiser la lutte Le gouvernement aura donc une nouvelle fois profité de l'été pour avancer d'un grand pas vers la privatisation de La Poste. Le but ? Offrir une nouvelle source de profits aux capitalistes en détruisant un des services publics des plus essentiels et égaux : courrier délivré 6 jours sur 7, même tarif du timbre ; où que soit sur le territoire.

Pour en arriver là (voir les Egalités précédents), il a fallu de nombreuses étapes, initiées par les gouvernements de «gauche» dans les années 90. Séparation France Telecom et Poste, transformation de la Poste en établissement public industriel et commercial (EPIC), arrêt du recrutement des postiers sur concours et avec statut de fonctionnaires, remplacés par des milliers de contractuels (précaires) et des embauches sur statut privé. Il a fallu aussi une véritable entreprise de destruction des acquis des travailleurs de la Poste ainsi qu'une réorganisation tant nationale que locale des activités de la poste (séparation des activités banque et des activités courrier, suppression de milliers de bureaux de poste, de centres de tri...). Enfin, une guerre interne, imposant des conditions de travail toujours plus épuisantes au nom d'une course au profit dont l'unique objectif est de satisfaire de futurs actionnaires. Les tournées de facteurs sont comptées en nombre de secondes par type de pli à délivrer, et sont ainsi sans cesse rallongées. Dans les faits, la privatisation est déjà bien avancée et toutes ces dernières années les grèves de postiers se sont comptées par dizaines contre les suppressions d'emploi et les «réorganisations». Dans le même temps, La Poste comme l'a révélé l'hebdomadaire «Marianne», soigne ses cadres puisqu'elle a déboursé près d'un million d'euros pour acheter une trentaine de BMW série 5 ! Les Postiers qui doivent souvent attendre des mois pour obtenir un simple bonnet ou un blouson, et qui souvent les reçoivent après l'hiver, apprécieront. Comment la gestion capitaliste conduit à la destruction d'un service public En quelques années, le service public postal s'est considérablement dégradé, au fur et à mesure d'une gestion avec des critères de rentabilité. Il n'y a presque plus de livraison de courrier en 24h, le prix du timbre ne cesse d'augmenter. Le syndicat SUD estime que La Poste détruit 42 emplois et ferme 3 bureaux par jour ! Leurs remplacements par des points postes pénalisent les habitants de régions isolées, les personnes âgées, ou à mobilité réduite, et en ville cela oblige à des déplacements plus importants. La Banque postale de son côté a commencé dans le plus grand secret (mais sous le contrôle du ministère de l'Industrie) un rapprochement avec la Société Générale, recevant 400 millions d'euros de celle-ci en émettant 153464 actions pour augmenter son capital. Cela dément complètement les propos de la direction et du gouvernement sur le fait que l'établissement resterait à 100% public, et montre aussi à quel groupe de menteurs nous avons à faire. L'ouverture de capital servira bien à terme à des fusions avec des groupes privés. Pourtant le gouvernement craint encore largement une lutte des postiers Une nouvelle journée de grève est organisée le 22 septembre. L'an passé une grève très réussie en septembre, puis l'éclatement de la crise qui invalidait l'idée même de privatisation, permettaient de penser qu'une vraie bataille contre la privatisation était engageable et gagnable. Mais elle voulait dire combiner la bataille contre l'ouverture de capital et les nombreuses luttes locales contre les restructurations, véritable privatisation dans les faits. Le refus de la part des directions des fédérations syndicales de la Poste d'organiser une nouvelle journée nationale de grève a redonné de l'espace au gouvernement. Nous sommes dans la même situation aujourd'hui, avec de nouvelles restructurations qui s'annoncent comme celle du centre de tri de la Banque Postale de Rouen où plus de 100 postes sont menacés. Une consultation de la population qui doit servir d'appui pour les grèves des postiers Le 3 Octobre, une consultation populaire contre la privatisation va être organisée. Elle va prouver une fois de plus que la population est opposée à la privatisation. Elle va permettre de discuter avec les travailleurs des autres secteurs, avec les postiers, avec les habitants des quartiers populaires, de la manière d'empêcher cette privatisation. Il est clair que les postiers ne pourront pas se battre seuls. Mais il est clair également que sans une véritable grève à La Poste, le gouvernement va continuer d'avancer. Le refus de la privatisation de La Poste doit figurer en bonne place de toutes les revendications et doit être relié aux luttes en cours des entreprises notamment du privé. Alexandre Rouillard